CONVENTION NATIONALE.

RAPORT DE ST.-JUST,

Au nom des Comités de Salut public & de Sûreté générale,

ET

DÉCRET DE LA CONVENTION NATIONALE, RELATIF AUX PERSONES INCARCÉRÉES.

Du 8 Ventôse, l'an 2 de la République Françoise, une & indivisible.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

VOUS avez décrété, le 4 de ce mois, que vos deux Comités réunis de Salut public & de Sûreté générale vous feroient un raport ſur les détentions, ſur les moyens les plus courts de reconoître & de délivrer l'innocence & le patriotiſme opprimés, comme de punir les coupables.

Je ne veux point traiter cette queſtion devant vous, comme ſi j'étois accuſateur ou défenſeur, ou comme ſi vous étiez juges : car les détentions n'ont point pris leur ſource dans des relations judiciaires, mais dans la ſûreté du Peuple & du Gouvernement. Je ne veux

point parler des orages d'une Révolution comme d'une dispute de Rhéteurs, & vous n'êtes point juges & vous n'avez point à vous déterminer par l'intérêt civil, mais par le salut du Peuple, placé au-dessus de nous.

Toutefois il faut être juste; mais, au lieu de l'être conséquemment à l'intérêt particulier, il faut l'être conséquemment à l'intérêt public.

Vous avez donc moins à décider de ce qui importe à tel ou tel individu, qu'à décider de ce qui importe à la République; moins à céder aux vues privées, qu'à faire ttiompher des vues universeles.

Les détentions embrassent plusieurs questions politiques : elles tienent à la complexion & à la solidité du Souverain; elles tienent aux mœurs républicaines, aux vertus ou aux vices, au bonheur ou au malheur des générations futures; elles tienent à votre économie par l'idée qu'il convient de vous faire de la richesse, de la possession; principes oubliés jusques aujourd'hui, raprochemens méconnus & sans lesquels notre République seroit un songe dont le réveil seroit son déchirement. Les détentions tienent aux progrès de la raison & de la justice. Parcourez les périodes qui les ont amenées. On a passé, par raport à la minorité rebelle, du mépris à la défiance, de la défiance aux exemples, des exemples à la terreur.

Aux détentions tient la perte ou le triomphe de nos ennemis. Je ne sais pas exprimer à demi ma pensée; je suis sans indulgence pour les ennemis de mon pays, je ne connois que la justice.

Il n'est peut-être pas possible de traiter, avec quelque solidité & quelque fruit, des détentions, &

même de me rendre intelligible, sans parcourir en même temps notre situation.

Un Empire se soutient-il par son propre poids, ou faut-il qu'un systême profondément combiné d'institutions y mette l'harmonie? Une société dont les raports politiques ne sont point dans la nature, où l'intérêt & l'avarice sont les ressorts secrets de beaucoup d'hommes que l'opinion contrarie, & qui s'éforcent de tout corrompre pour échaper à la justice; une telle société ne doit-elle point faire les plus grands éforts pour s'épurer, si elle veut se maintenir? & ceux qui veulent l'empêcher de s'épurer, ne veulent-ils pas la corrompre? & ceux qui veulent la corrompre ne veulent-ils pas la détruire?

Dans une Monarchie, il n'y a qu'un gouvernement; dans une République, il y a, de plus, des institutions, soit pour comprimer les mœurs, soit pour arrêter la corruption des loix ou des hommes. Un État où ces institutions manquent n'est qu'une République illusoire; & comme chacun y entend par sa liberté l'indépendance de ses passions & de son avarice, l'esprit de conquête & l'égoïsme s'établit entre les citoyens; & l'idée particuliere que chacun se fait de sa liberté, selon son intérêt, produit l'esclavage de tous.

Nous avons un gouvernement; nous avons ce lieu commun de l'Europe, qui consiste dans des pouvoirs & une administration publique; *les institutions qui sont l'âme de la République*, nous manquent.

Nous n'avons point de Loix civiles qui consacrent notre bonheur, nos relations natureles, & détruisent les élémens de la tyrannie; une partie de la jeunesse est encore élevée par l'aristocratie, celle-ci est puissante

& opulente; l'étranger, qui s'eſt éforcé de corrompre les talens, ſemble vouloir encore deſsécher nos cœurs. Nous ſommes inondés d'écrits dénaturés: là on déifie l'athéiſme intolérant & fanatique; on croiroit que le Prêtre s'eſt fait athée, & que l'athée s'eſt fait Prêtre: il n'en faut plus parler! il nous faudroit de l'énergie, on nous ſuggere le délire & la foibleſſe.

L'étranger n'a qu'un moyen de nous perdre, c'eſt de nous dénaturer & de nous corrompre, puiſqu'une République ne peut repoſer que ſur la nature & ſur les mœurs. C'eſt Philippe qui remue Athenes, c'eſt l'étranger qui veut rétablir le trône, & qui répond à nos paroles qui s'envolent, par des crimes profonds qui nous reſtent.

Lorſqu'une République voiſine des Tyrans, en eſt agitée, il lui faut des Loix fortes; il ne lui faut point de ménagemens contre les partiſans de ſes ennemis, contre les indifférens même.

C'eſt l'étranger qui défend officieuſement les criminels.

Les agens naturels de cette perverſité ſont les hommes qui, par leurs vengeances & leurs intérêts, font cauſe commune avec les ennemis de la République.

Vous avez voulu une République; ſi vous ne vouliez point en même temps ce qui la conſtitue, elle enséveliroit le Peuple ſous ſes débris. Ce qui conſtitue une République, c'eſt la deſtruction totale de ce qui lui eſt opposé. On ſe plaint des meſures révolutionaires; mais nous ſommes des modérés en comparaiſon de tous les autres gouvernemens.

En 1787, Louis XVI fit immoler huit mille persones de tout âge, de tout sexe dans Paris, dans la rue Mêlée & sur le Pont-neuf. La cour renouvela ces scênes au Champs de-Mars; la cour pendoit dans les prisons; les noyés que l'on ramassoit dans la Seine, étoient ses victimes; il y avoit quatre cens mille prisoniers; l'on pendoit par an quinze mille contrebandiers, on rouoit trois mille hommes; il y avoit dans Paris plus de prisoniers qu'aujourd'hui. Dans les temps de disete, les régimens marchoient contre le Peuple. Parcourez l'Europe; il y a dans l'Europe quatre millions de prisoniers, dont vous n'entendez pas les cris, tandis que votre modération parricide laisse triompher tous les ennemis de votre gouvernement. Insensés que nous sommes, nous mettons un luxe métaphysique dans l'étalage de nos principes, & les Rois, mille fois plus cruels que nous, dorment dans le crime.

Citoyens, par quelle illusion persuaderoit-on que vous êtes inhumains? votre Tribunal révolutionaire a fait périr 300 scélérats depuis un an: & l'inquisition d'Espagne n'en a-t-elle pas fait plus? & pour quelle cause, grand Dieu! & les Tribunaux d'Angleterre n'ont ils pas égorgé persone cette année? & Bender, qui faisoit rôtir les enfans des Belges, & les cachots de l'Allemagne où le Peuple est enterré, on ne vous en parle point! Parle-t-on de clémence chez les Rois d'Europe? Non; ne vous laissez point amolir.

La cour de Londres, qui craint la guerre, semble l'ennemie de la paix; elle affecte une contenance qui en impose au Peuple Anglois: mais si vous vous montrez rigides, si vous vous constituez l'État, & si le poids de votre politique écrase tous ses partisans & comprime ses combinaisons, le lendemain du jour où elle aura

paru le plus éloignée de la paix, le plus confiante dans ſa force, le plus ſuperbe dans ſes prétentions, elle vous propoſera la paix.

N'avez-vous point le droit de traiter les partiſans de la tyrannie comme on traite ailleurs les partiſans de la liberté? ſeriez-vous ſages même, ſi vous en agiſſiez autrement? on a tué Marat & bani Margarot, dont on a confiſqué les biens : tous les Tyrans en ont marqué leur joie; craindrions-nous de perdre leur eſtime, en nous montrant auſſi politiques qu'eux?

Que Margarot reviene de Botany-Bay! qu'il ne périſſe point! que ſa deſtinée ſoit plus forte que le gouvernement qui l'opprime! les révolutions commencent par d'illuſtres malheureux vengés par la fortune. Que la Providence acompagne Margarot à Botany-Bay! qu'un Décret du Peuple afranchi le rapele du fond des déſerts ou venge ſa mémoire!

Citoyens, on arrête en vain l'inſurrection de l'eſprit humain, elle dévorera la tyrannie; mais tout dépend de notre exemple & de la fermeté de nos meſures.

Apparemment il ſe trame quelqu'attentat, ſur l'iſſue duquel les Rois comptent, puiſqu'ils ſe montrent inſolens après leurs défaites. Peut-on ſuppoſer même qu'ils ont renoncé à leurs projets & à celui de nous perdre? on ne peut le croire ſans doute, à moins qu'on ne ſoit inſensé. Supputez maintenant quels ſont ceux qui trahiſſent, en peſant tout au poids du bon ſens; ſont-ce ceux qui vous donnent des conſeils séveres, ou ceux qui vous en donnent d'indulgens?

La Monarchie, jalouſe de ſon autorité, nageoit dans le ſang de trente générations; & vous balanceriez

à vous montrer séveres contre une poignée de coupabes? ceux qui demandent la liberté des ariſtocrates ne veulent point la République, & craignent pour eux. C'eſt un ſigne éclatant de trahiſon, que la pitié que l'on fait paroître pour le crime, dans une République qui ne peut être aſſiſe que ſur l'inflexibilité. Je défie tous ceux qui parlent en faveur de l'ariſtocratie détenue, de s'expoſer à l'accuſation publique dans un Tribunal. La voix des criminels & des hommes tarés & corrompus peut elle-être comptée dans le jugement de leurs pareils?

Soit que les partiſans de l'indulgence ſe ménagent quelque reconoiſſance de la part de la tyrannie ſi la République étoit ſubjuguée, ſoit qu'ils craignent qu'un degré de plus de chaleur & de sévérité dans l'opinion & dans les principes ne les conſume, il eſt certain qu'il y a quelqu'un qui dans ſon cœur conduit le deſſein de nous faire rétrograder ou de nous opprimer: & nous nous gouvernons comme ſi jamais nous n'avions été trahis, comme ſi nous ne pouvions plus l'être. La confiance de nos ennemis nous avertit de nous préparer à tout, & d'être inflexibles.

La premiere Loi de toutes les Loix eſt la conſervation de la République, & ce n'eſt point ſous ce raport que les queſtions les plus délicates ſont ſouvent ici examinées. Des conſidérations ſecretes entraînent les délibérations, la juſtice eſt toujours conſidérée ſous le raport de la foibleſſe & d'une clémence cruele, ſans qu'on prene la peine de juger ſi le parti que l'on propoſe entraîne la ruine de l'État. La juſtice n'eſt pas clémence, elle eſt sévérité.

Il eſt une ſecte politique dans la France qui joue

tous les partis; elle marche à pas lent. Parlez-vous de terreur, elle vous parle de clémence; devenez-vous clémens, elle vous vante la terreur; elle veut être heureuse & jouir; elle oppose la perfection au bien, la prudence à la sagesse. Ainsi, dans un gouvernement où la morale n'est point rendue pratique par des institutions fortes qui rendent le vice difforme, la destinée publique change au gré du bel esprit & des passions dissimulées.

Éprouvons-nous des revers, les indulgens prophétisent des malheurs; sommes-nous vainqueurs, on en parle à peine. Derniérement on s'est moins occupé des victoires de la République, que de quelques pamflets; & tandis qu'on détourne le Peuple des mâles objets, les auteurs des complots criminels respirent & s'en hardissent.

On distrait l'opinion des plus purs conseils, & le Peuple françois de sa gloire, pour l'appliquer à des querelles polémiques. Ainsi Rome sur son déclin, Rome dégénérée, oubliant ses vertus, alloit voir au cirque combatre des bêtes; & tandis que le souvenir de tout ce qu'il y a de grand & de généreux parmi nous semble obscurci, les principes de la liberté publique peu-à-peu s'éfacent, ceux du gouvernement se relâchent, & c'est ce que l'on veut pour accélérer notre perte. L'indulgence est pour les conspirateurs, & la rigueur est pour le Peuple. On semble ne compter pour rien le sang de 200,000 patriotes répandu & oublié : on a fait un mémoire; on est vertueux par écrit, il suffit, on s'exempte de probité; on sest engraisé des dépouilles du Peuple, on en regorge, & on l'insulte, & l'on marche en triopmphe, traîné par le crime, pour lequel on prétend exciter votre

compassion : car enfin on ne peut garder le silence sur l'impunité des plus grands coupables; qui veulent briser l'échafaud, parce qu'ils craignent d'y monter.

C'est le relâchement de ces maximes, dont l'âpreté nécessaire est chaque jour combatue, qui cause les malheurs publics; c'est lui qui fait disparoître l'abondance, & nous trouble de plus en plus, sous le prétexte de tranquillité. Chacun immole le bonheur public au sien : le pauvre pousse la charue & défend la révolution; beaucoup d'emplois sont pour des fripons enrichis par la liberté, & pour des comptables qui font la guerre à la justice.

C'est ce relâchement qui vous demande l'ouverture des prisons, & vous demande en même temps la misere, l'humiliation du Peuple, & d'autres Vendées. Au sortir des prisons, ils prendront les armes, n'en doutez pas : si l'on eût arrêté, il y a un an, tous les royalistes, vous n'auriez point eu de guerre civile.

La même conjuration semble s'ourdir pour les sauver, qui s'ourdit autrefois pour sauver le Roi. Je parle ici dans la sincérité de mon cœur, rien ne m'a jamais paru si sensible que ce raprochement. La Monarchie n'est point un Roi, elle est le crime; la République n'est point un sénat, elle est la vertu : quiconque ménage le crime, veut rétablir la Monarchie & immoler la liberté.

Et après que, par la noirceur d'une inertie hypocrite, on a altéré la prospérité & la force du gouvernement, on vient déclamer contre lui. Il me semble voir une immense chaîne autour du Peuple françois, dont les Tyrans tienent un bout, & la faction des indulgens tient l'autre, pour nous serrer.

On tourne en ſophiſmes toutes les queſtions les plus ſimples, pour vous entraver ; c'eſt ainſi que Vergniaud, vous voyant déterminés à donner une conſtitution à la République, mit tout le droit public en problêmes, & vous propoſa une série de queſtions à réſoudre, que l'on eût mis un ſiecle à diſcuter.

On imite parfaitement cette conduite, lorſqu'on vous propoſe d'examiner les détentions ſelon des principes de moleſſe : par-là, on vous embaraſſe dans un luxe de ſentimens faux, on ſépare la légiſlation & le ſentiment du bien public. Et les fripons, & les tyrans, & les ennemis de la Patrie ſont-ils donc à vos ieux dans la nature, ô vous qui réclamez en ſon nom pour eux?

Notre but eſt de créer un ordre de choſes tel, qu'une pente univerſele vers le bien s'établiſſe; tel, que les factions ſe trouvent tout-à-coup lancées ſur l'échafaud; tel, qu'une mâle énergie incline l'eſprit de la Nation vers la juſtice; tel, que nous obtenions dans l'intérieur le calme néceſſaire pour fonder la félicité du Peuple; car il n'y a, comme au temps de Briſſot, que l'ariſtocratie & l'intrigue qui ſe remuent; les Sociétés populaires ne ſont point agitées, les Armées ſont paiſibles; le Peuple travaille; ce ſont donc tous les ennemis qui s'agitent ſeuls, & qui s'agitent pour renverſer la Révolution. Notre but eſt d'établir un gouvernement ſincere, tel, que le Peuple ſoit heureux; tel enfin, que la ſageſſe & la providence éternele préſidant ſeules à l'établiſſement de la République, elle ne ſoit plus chaque jour ébranlée par un forfait nouveau.

Les révolutions marchent de foibleſſe en audace,

& de crime en vertu. Il ne faut point que l'on se flate d'établir un solide Empire sans difficultés ; il faut faire une longue guerre à toutes les prétentions, & comme l'intérêt humain est invincible, ce n'est guere que par le glaive que la liberté d'un Peuple est fondée.

Il s'éleva dans le commencement de la révolution des voix indulgentes en faveur de ceux qui la combatoient : cette indulgence qui ménagea pour lors quelques coupables, a depuis coûté la vie à 200,000 hommes dans la Vendée ; cette indulgence nous a mis dans la nécessité de raser des Villes, elle a exposé la Patrie à une ruine totale, & si aujourd'hui vous vous laissiez aller à la même foiblesse, elle vous coûteroit un jour trente ans de guerre civile.

Il est difficile d'établir une République autrement que par la censure inflexible de tous les crimes. Jamais Précy, jamais Larouerie & Paoly n'auroient crée de parti sous un gouvernement jaloux & rigoureux. La jalousie vous est nécessaire : vous n'avez le droit ni d'être clémens, ni d'être sensibles pour les trahisons ; vous ne travaillez pas pour votre compte, mais pour le Peuple. Lycurgue avoit cette idée dans le cœur, lorsqu'après avoir fait le bien de son pays avec une rigidité impitoyable, il s'exila lui-même.

A voir l'indulgence de quelques-uns, on les croîroit propriétaires de nos destinées, & les pontifes de la liberté. Notre histoire, depuis le mois de Mai dernier, est un exemple des extrémités terribles où conduit l'indulgence. A cette époque Dumourier avoit évacué nos conquêtes ; les patriotes avoient été poignardés

dans Francfort. Custine avoit livré Maïence ; le Palatinat & par suite le cours du Rhin ; le Calvados étoit en feu ; enfin la Vendée étoit triomphante ; Lyon, Bourdeaux, Marseille, Toulon étoient révoltés contre le Peuple françois. Condé, Valenciennes, le Quesnoy étoient livrés; nous étions malheureux dans les Pyrénées, dans le Mont-blanc. Tout le monde vous trahissoit, & l'on sembloit ne se charger plus de gouverner l'État & de commander les Troupes que pour les livrer & en dévorer un débris. Les flotes étoient vendues ; les arsenaux, les vaisseaux en cendre ; les monoies avilies, les étrangers maîtres de nos banques & de notre industrie, & le plus grand de nos malheurs étoit alors une certaine crainte de déployer l'autorité nécessaire pour sauver l'État, ensorte que la conjuration du côté droit avoit brisé d'avance, par un piege inoui, les armes avec lesquelles vous pouviez le combatre & le punir un jour : ce sont ces armes que l'on veut briser encore.

La Constitution rallia le Souverain. Vous maitrisâtes la fortune & la victoire, & vous déployâtes enfin, contre les ennemis de la liberté, l'énergie qu'ils avoient déployée contre vous : car, tandis qu'on vous suggéroit des scrupules de défendre la Patrie, Précy, Charette & tous les conjurés brûloient la cervelle à ceux qui n'étoient point de leur avis, & refusoient de suivre leurs rassemblemens ; & ceux qui cherchoient à nous énerver ne font rien, & ne proposent rien pour énerver nos ennemis ; on croiroit, à les entendre, que l'Europe est tranquille & ne fait point de levées contre nous ; on croiroit, à les entendre, que les frontieres sont paisibles comme nos places publiques.

Citoyens, on veut vous lier & nous abrutir pour

rendre nos défaites plus faciles. A voir avec quelle complaisance on vous entretient du sort des opresseurs, on seroit tenté de croire que l'on s'embarasse peu que nous soyons opprimés.

Telle est la marche des factions nouveles; elles ne sont point audacieuses parce qu'il existe un Tribunal qui lance une mort prompte; mais elles assiégent tous les principes & dessechent le corps politique. On nous ataqua long-temps de vive force; on veut nous miner aujourd'hui par des maladies de langueur: car, voilà ce que présente la République dégénérée de la rigidité où la porta le supplice de Brissot & de ses complices; c'est alors que par-tout vous fûtes vainqueurs; c'est alors que les denrées baisserent & que le change reprit quelque valeur.

L'essor du gouvernement révolutionaire qui avoit établi la dictature de la justice est tombé; on croiroit que les cœurs des coupables & des juges, éfrayés des exemples, ont transigé tout bas pour glacer la justice & lui échaper.

On croiroit que chacun, épouvanté de sa conscience & de l'inflexibilité des Loix, s'est dit à lui-même: nous ne sommes pas assez vertueux pour être si terribles; Législateurs philosophes, compatissez à ma foiblesse; je n'ose point vous dire, je suis vicieux; j'aime mieux vous dire, vous êtes cruels.

Ce n'est point avec ces maximes que nous acquérons de la stabilité. Je vous ai dit qu'à la destruction de l'aristocratie le systême de la République étoit lié.

En effet la force des choses nous conduit peut-être à des résultats auxquelles nous n'avons point pensé.

L'opulence est dans les mains d'un assez grand nombre d'ennemis de la révolution; les besoins mettent le Peuple qui travaille dans la dépendance de ses ennemis. Concevez-vous qu'un Empire puisse exister, si les raports civiles aboutissent à ceux qui sont contraires à la forme du gouvernement? ceux qui font des révolutions à moitié, n'ont fait que se creuser un tombeau. La révolution nous conduit à reconoître ce principe, que celui qui s'est montré l'ennemi de son pays n'y peut être propriétaire. Il faut encore quelques coups de génie pour nous sauver.

Seroit-ce donc pour ménager des jouissances à ses Tyrans que le Peuple verse son sang sur les frontieres, & que toutes les familles portent le deuil de leurs enfans? vous reconoîtrez ce principe : que celui-là seul a des droits dans notre Patrie qui a coopéré à l'afranchir. Abolissez la mendicité qui déshonore un état libre; les propriétés des Patriotes sont sacrées, mais les biens des conspirateurs sont là pour tous les malheureux. Les malheureux sont les Puissances de la terre; ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernemens qui les négligent. Ces principes sont éversifs des gouvernemens corrompus; ils détruiroient le vôtre, si vous le laissiez corrompre : immolez donc l'injustice & le crime, si vous ne voulez point qu'ils vous immolent.

Il faut appeler aussi votre attention sur les moyens de rendre inébranlables la démocratie & la représentation. Tous les pouvoirs & tout ce qu'il y a d'intermédiaire entre le Peuple & vous, est plus fort que vous & le Peuple.

Rendez une Loi générale qui appele aux armes

toute la Nation, votre Loi eſt exécutée, toute la Nation prend les armes. Rendez un Décret contre un Général, contre un abus particulier du gouvernement, vous ne ſerez point toujours obéis. Cela dérive de la foibleſſe de la légiſlation, de ſes viciſſitudes & des propoſitions déshonêtes en faveur de l'ariſtocratie, qui dépravent l'opinion. Cela dérive de l'impunité des Fonctionaires, & de ce que dans les Sociétés populaires le Peuple eſt ſpectateur des Fonctionaires, au lieu de les juger; de ce que mille intrigues ſont en concurrence avec la juſtice qui n'oſe fraper. Plus les Fonctionaires ſe mettent à la place du Peuple, moins il y a de démocratie. Lorſque je ſuis dans une Société populaire, que mes ieux ſont ſur le Peuple qui applaudit & qui ſe place au ſecond rang; que de réflexions m'affligent! La Société de Straſbourg, quand l'Alſace fut livrée, étoit composée de Fonctionaires qui bravoient leurs devoirs. C'étoit un Comité central d'agens reſponſables, qui faiſoient la guerre à la Révolution, ſous les couleurs patriotiques. Mettez tout à ſa place; l'égalité n'eſt pas dans les pouvoirs utiles au Peuple, mais dans les hommes; l'égalité ne conſiſte pas en ce que tout le monde ait de l'orgueil, mais en ce que tout le monde ait de la modeſtie.

J'oſe dire que la République ſeroit bientôt floriſſante, ſi le Peuple & la repréſentation avoient la principale influence, & ſi la ſouveraineté du Peuple étoit épurée des ariſtocrates & des comptables qui ſemblent l'uſurper pour acquérir l'impunité. *Y a-t-il quelque eſpérance de juſtice, lorſque les malfaicteurs ont le pouvoir de condamner leurs juges*, dit William: que rien de mal ne ſoit pardoné ni puni dans le gouvernement, la juſtice eſt plus redoutable pour les ennemis

de la République que la terreur ſeule. Que de traîtres ont échapé à la terreur qui parle, & n'échaperoient pas à la juſtice qui peſe les crimes dans ſa main! la juſtice condamne les ennemis du Peuple & les partiſans de la tyrannie parmi nous, à un eſclavage éternel. La terreur leur en laiſſe eſpérer la fin; car toutes les tempêtes finiſſenr, & vous l'avez vu; la juſtice condamne les Fonctionaires à la probité; la juſtice rend le Peuple heureux & conſolide le nouvel ordre de choſes; la terreur eſt une arme à deux tranchans, dont les uns ſe ſont ſervis à venger le Peuple & d'autres à ſervir la tyrannie; la terreur a rempli les maiſons d'arrêt, mais on ne punit point les coupables; la terreur a paſsé comme un orage. N'atendez de ſévérité durable dans le caractere public, que de la force des inſtitutions; un calme afreux ſuit toujours nos tempêtes, & nous ſommes auſſi toujours plus indulgens après qu'avant la terreur.

Les auteurs de cette dépravation, ſont les indulgens qui ne ſe ſoucient pas de demander de compte à perſone, parce qu'ils craignent qu'on ne leur en demande à eux-mêmes; ainſi, par une tranſaction tacite entre tous les vices, la Patrie ſe trouve immolée à l'intérêt de chacun, au lieu que tous les intérêts privés ſoient immolés à la Patrie.

Marat avoit quelques idées heureuſes ſur le gouvernement repréſentatif, que je regrete qu'il ait emportées: il n'y avoit que lui qui pût les dire; il n'y aura que la néceſſité qui permettra qu'on les entende de la bouche de tout autre.

Il s'eſt fait une révolution dans le gouvernement; elle n'a point pénétré l'état civil. Le gouvernement repoſe ſur la liberté, l'état civile ſur l'ariſtocratie,

qui forme un rang intermédiaire d'ennemis de la Liberté entre le Peuple & vous : pouvez-vous rester loin du Peuple, votre unique ami ?

Forcez les intermédiaires au respect rigoureux de la Représentation nationale & du Peuple. Si ces principes pouvoient être adoptés, notre Patrie seroit heureuse, & l'Europe seroit bientôt à nos pieds.

Jusqu'à quand serons-nous dupes, & de nos ennemis intérieurs par l'indulgence déplacée, & des ennemis du dehors dont nous favorisons les projets par notre foiblesse.

Épargnez l'aristocratie & vous vous préparerez 50 ans de troubles; *osez*, ce mot renferme toute la politique de notre révolution.

L'étranger veut régner chez nous par la discorde; étoufons-la en séquestrant nos ennemis & ses partisans. Rendons guerre pour guerre : nos ennemis ne peuvent plus nous résister long-temps; ils nous font la guerre pour s'entre-détruire. *Pitt veut détruire la maison d'Autriche, celle-ci la Prusse, tous ensemble l'Espagne ; & cette fausse alliance veut détruire les Républiques de l'Europe.*

Pour vous, détruisez le parti rebelle; bronsez la Liberté; vengez les Patriotes victimes de l'intrigue; mettez le bon sens & la modestie à l'ordre du jour; ne soufrez point qu'il y ait un malheureux, ni un pauvre dans l'État : ce n'est qu'à ce prix que vous aurez fait une révolution & une République véritable : eh! qui vous sauroit gré du malheur des bons & du bonheur des méchans ?

DÉCRET.

LA Convention nationale, après avoir entendu le raport des Comités de Salut public & de Sûreté générale réunis, décrete que le Comité de Sûreté générale est investi du pouvoir de mettre en liberté les Patriotes détenus. Toute persone qui réclamera sa liberté, rendra compte de sa conduite depuis le premier Mai 1789.

Les propriétés des Patriotes sont inviolables & sacrées. Les biens des persones reconues ennemies de la révolution seront séquestrés au profit de la République; ces persones seront détenues jusqu'à la paix, & banies ensuite à perpétuité.

Le raport ainsi que le présent Décret seront imprimés & envoyés sur le champ, par des couriers extraordinaires, aux Départemens, aux Armées & aux Societés populaires.

Visé par l'Inspecteur. *Signé*, S. E. MONNEL.

Collationé à l'original, par nous président & Secrétaires de la Convention nationale, à Paris, le 8 Ventôse, l'an second de la République, une & indivisible.

Signés, DUBARRAN; *ex-Président*; Gbl. BOUQUIER & BELLEGARDE, *Secrétaires*.

AU nom de la République, le Conseil exécutif

provisoire mande & ordone à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente Loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs. En foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le Sceau de la République. A Paris, le huitieme jour de Ventôse, l'an second de la République Françoise, une & indvisible.

Signé, PARÉ. *Contre-signé*, GOHIER. Et scélée du Sceau de la République.

Certifié conforme à l'original. *Signé*, GOHIER.

Vu pour être imprimé, & distribué dans toutes les Communes du Département de la Vienne.

Poitiers, 15 Ventôse, l'an deuxieme de la République Françoise, une & indivisible.

Le Représentant du Peuple dans le Département de la Vienne, INGRAND.

A Poitiers, de l'Imprimerie de BARBIER.